

Convention collective

**EXPLOITATIONS DE POLYCLTURE
ET D'ÉLEVAGE
(MEUSE)**

(28 septembre 1967)

(Etendue par arrêté du 29 janvier 1968,
Journal officiel du 8 mars 1968)

AVENANT N° 124 DU 2 FÉVRIER 2006 (1)

NOR : AGRS0697049M

Entre :

La fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles de la Meuse ;

Le syndicat professionnel des entrepreneurs de travaux agricoles, d'aménagements ruraux et forestiers de Lorraine,

D'une part, et

L'union départementale des syndicats de la Meuse CFDT ;

L'union départementale des syndicats de la Meuse CFE-CGC ;

L'union départementale des syndicats de la Meuse FO ;

L'union départementale des syndicats CGT ;

L'union départementale des syndicats de la Meuse CFTC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Les dispositions de l'article 31 de la convention collective des exploitations de polyculture et d'élevage, les élevages spécialisés, de production fruitière et viticole, des entreprises de travaux agricoles, d'aménagements ruraux et forestiers sont modifiées comme suit :

Le paragraphe 4 de l'article 31 « Heures supplémentaires » tel que rédigé dans l'avenant n° 122 est supprimé.

(1) La procédure d'extension de ce texte a été engagée.

Le nouvel article 31 est donc rédigé comme suit :

Article 31

Heures supplémentaires

*(Modifié par l'article 1^{er} des avenants n° 61 du 10 mai 1982
et n° 113 du 13 juillet 2001)*

Les heures supplémentaires sont rémunérées conformément aux dispositions de l'article L. 713-6 du code rural.

Toutes les heures de travail effectuées au-delà de 35 heures par semaine sont considérées comme heures supplémentaires et majorées de 25 %.

Toutes les heures effectuées au-delà de 43 heures par semaine sont payées au taux majoré de 50 %.

Les heures de travail effectuées les dimanches et jours fériés sont rémunérées comme suit :

a) Soins aux animaux : les deux premières heures de travail du dimanche ou du jour férié sont payées au taux majoré de 50 % au-delà de la 2^e, les heures de travail du dimanche ou du jour férié consacrées aux soins aux animaux sont rémunérées au taux majoré de 100 % ;

b) Travaux autres que les soins aux animaux : toutes les heures de travail effectuées les dimanches ou les jours fériés sont rémunérées au taux majoré de 100 % (ajouté par l'article 4 de l'avenant n° 49 du 23 juillet 1980).

Les majorations fixées à l'alinéa précédent ne se cumulent pas avec celles relatives au paiement des heures supplémentaires.

Article 2

L'article 40 *bis* « Délai congé ou préavis » est supprimé et remplacé par la rédaction suivante :

« Le licenciement est prononcé dans les conditions définies par les dispositions législatives, réglementaires et conventionnelles en vigueur :

1° Si la rupture du contrat de travail intervient dans les 6 premiers mois, pour un motif autre que le licenciement pour faute grave, qu'elle soit à l'initiative de l'employeur ou du salarié, la durée réciproque du préavis est de 15 jours, quels que soient le niveau et l'échelon d'emploi ;

2° Si la rupture du contrat de travail intervient après 6 mois et avant 2 ans, pour un motif autre que le licenciement pour faute grave, qu'elle soit à l'initiative de l'employeur ou du salarié, la durée réciproque du préavis est de 1 mois quels que soient le niveau et l'échelon d'emploi ;

3° Le salarié licencié alors qu'il justifie chez le même employeur d'une ancienneté d'au moins 2 ans a droit, sauf en cas de faute grave, à un préavis de 2 mois. Le salarié qui démissionne alors qu'il justifie chez le même employeur d'une ancienneté de services continus d'au moins 2 ans doit respecter un préavis de 1 mois.

Sauf cas de faute grave justifiant un licenciement sans préavis, la rupture du contrat de travail à durée indéterminée d'un cadre ou d'un agent de maîtrise, à l'initiative de l'employeur ou du salarié, doit être précédée d'un préavis réciproque dont la durée minimum est fixée comme suit :

- agent de maîtrise : 2 mois ;
- cadre : 3 mois.

La rupture doit être notifiée à l'autre partie par pli recommandé avec accusé de réception. Le préavis ne pourra prendre effet avant la date de première présentation de la lettre.

Pendant le délai-congé, le salarié aura droit pour rechercher du travail :

- à 4 demi-journées ou 2 jours si le délai-congé est de 15 jours ;
- à 8 demi-journées ou 4 jours si le délai-congé est de 1 mois ;
- à 16 demi-journées ou 8 jours si le délai-congé est de 2 mois ;
- à 8 jours s'il s'agit d'un agent de maîtrise ;
- à 12 jours s'il s'agit d'un cadre du 2^e groupe ;
- à 18 jours s'il s'agit d'un cadre du 1^{er} groupe.

Ce temps libre sera pris pour moitié au choix du salarié et pour moitié au choix de l'employeur, le salaire de ces journées sera payé.

En cas de démission du salarié ou de congédiement pour faute grave, le salaire de ces journées ne sera pas dû.

Le logement accessoire au contrat de travail reste à la disposition du salarié et de sa famille pendant la durée du délai-congé ou du préavis.

En cas de licenciement pour faute grave, le salarié congédié et sa famille bénéficient d'un délai de 15 jours à compter de la date de notification du licenciement pour quitter le logement de fonction. »

Article 3

Le paragraphe 3 de l'article 41 « Indemnité de licenciement et de départ en retraite » est supprimé et remplacé par la rédaction suivante :

« L'indemnité est augmentée d'un tiers (1/3) de mois par année accomplie au-delà de la 3^e année. »

Article 4

Le paragraphe 7 de l'article 41 « Indemnité de licenciement et de départ en retraite » est supprimé et remplacé par la rédaction suivante :

« Le mode de calcul prévu à l'alinéa précédent est valable quand le contrat de travail est rompu à l'initiative de l'employeur ou du salarié et que ce dernier peut prétendre à un taux plein de pension de vieillesse, au sens du chapitre 1^{er} du titre V du livre III du code de la sécurité sociale, et remplit les conditions d'ouverture à la pension de vieillesse, ou, si elles existent, les conditions d'âge prévues par la convention ou l'accord collectif, ou le contrat de travail ; si les conditions de mise à la retraite qui viennent d'être définies ne sont pas remplies, la rupture du contrat de travail par l'employeur constitue un licenciement. »

Article 5

Le paragraphe 2 de la partie « Déroulement de carrière » du chapitre V, section 1, article 13 est supprimé et remplacé par la rédaction suivante :

« Le salarié classé au niveau I, 2^e échelon, doit normalement passer au niveau II après 2 ans d'ancienneté dans l'entreprise, suite à entretien avec l'employeur. »

Article 6

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant qui a été déposé au service départemental de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles de la Meuse.

Fait à Bar-le-Duc, le 2 février 2006.

(Suivent les signatures.)